

2013-2014

VOLUME 5

Sous la direction scientifique de
Luc Godbout – Marcelin Joanis

Le Québec économique

Les grands enjeux
de finances publiques



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

<http://qe.cirano.qc.ca/>



**Presses de
l'Université Laval**

Introduction

QUELQUES REPÈRES POUR SITUER LE QUÉBEC

Luc Godbout

Professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke, fellow au CIRANO et chercheur à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Marcelin Joanis

Professeur agrégé à Polytechnique Montréal et fellow au CIRANO

Pour cette cinquième édition, *Le Québec économique* se penche sur les grands enjeux de finances publiques. Même si la Grande Récession remonte à quelques années déjà, plusieurs pays industrialisés peinent encore à relancer leur économie, notamment en ce qui a trait à leur marché du travail, et à retrouver la voie de l'équilibre budgétaire. Les données économiques révèlent clairement que le contexte mondial demeure fragile en 2014. Cela a inévitablement des répercussions sur la situation du Québec. Certes, la croissance économique mondiale est bel et bien de retour, mais elle s'avère encore lente. À court terme, l'environnement économique dans lequel gravite le Québec sera donc moins vigoureux que plusieurs l'avaient escompté.

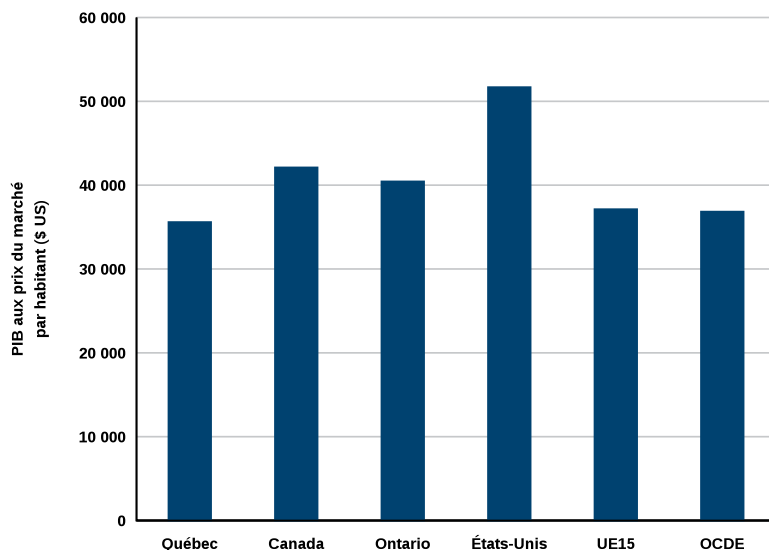
En dépit du fait que le Québec a été frappé moins durement qu'ailleurs par la récession de 2008, il fait toujours face à d'importants défis économiques et de finances publiques. Pour faire le point sur l'économie québécoise, nous sélectionnons ici quatre indicateurs qui peuvent en quelque sorte servir de tableau de bord :

- Le PIB par habitant;
- La productivité par heure travaillée;
- Le solde budgétaire;
- Le taux d'emploi des 15 à 64 ans.

Selon les dernières données disponibles et même en tenant compte de la parité des pouvoirs d'achat, le **PIB par habitant** du Québec était légèrement inférieur à ceux des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, avec un écart de 3,5 % et de 4,3 % respectivement. Comme le révèle le tableau f1-1 (fiche 1 à la fin de l'ouvrage), cette différence était encore plus importante entre le Québec et l'Ontario (13,6 %), le Canada (18,3 %) ou les États-Unis (45,5 %).

Sans vouloir minimiser ce retard du Québec, il importe cependant de souligner deux choses. D'une part, le PIB par habitant est tributaire du taux de conversion dans la détermination de la parité des pouvoirs d'achat. À cet égard, Fortin (2011) et Baldwin et MacDonald (2009) ont souligné que des écarts de volumes dans le temps peuvent survenir selon l'approche retenue pour déterminer la parité des pouvoirs d'achat. D'autre part, bien qu'il mérite toute l'attention requise, le PIB par habitant n'est pas le seul indicateur pouvant servir à évaluer le niveau de vie d'une population. À ce titre, notre analyse publiée dans le chapitre 1 de la présente édition du *Québec économique* montre que même si le Québec a un PIB par habitant plus faible que la moyenne des pays de l'OCDE, il figure néanmoins très bien sur la base de l'indice Vivre mieux conçu et publié par cet organisme. Il demeure que le PIB par habitant est une première approximation du niveau de vie des habitants d'une juridiction donnée, ainsi que de leur capacité de payer (notamment pour obtenir des services publics).

PIB aux prix du marché par habitant, 2012



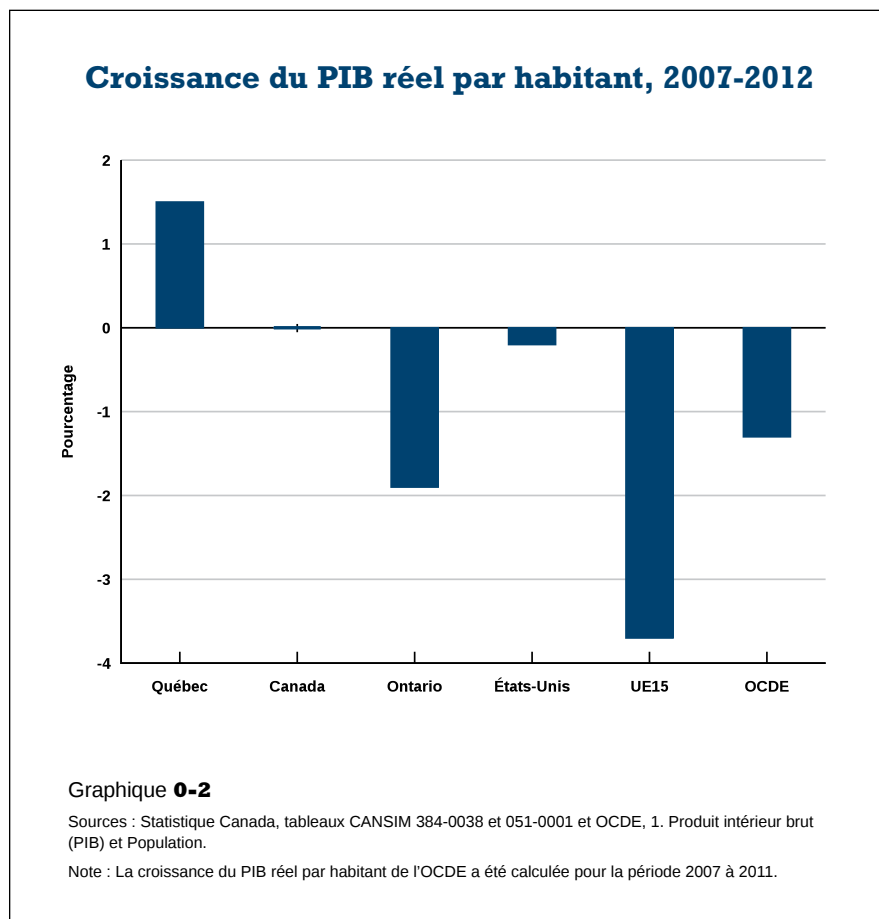
Graphique **0-1**

Sources : Statistique Canada, tableaux CANSIM 384-0038 et 051-0001 et OCDE, Produit intérieur brut : PIB par tête, \$ US, prix courants, PPA courantes.

Notes : Les données ont été libellées en dollars américains, prix courants, PPA courantes par l'OCDE.

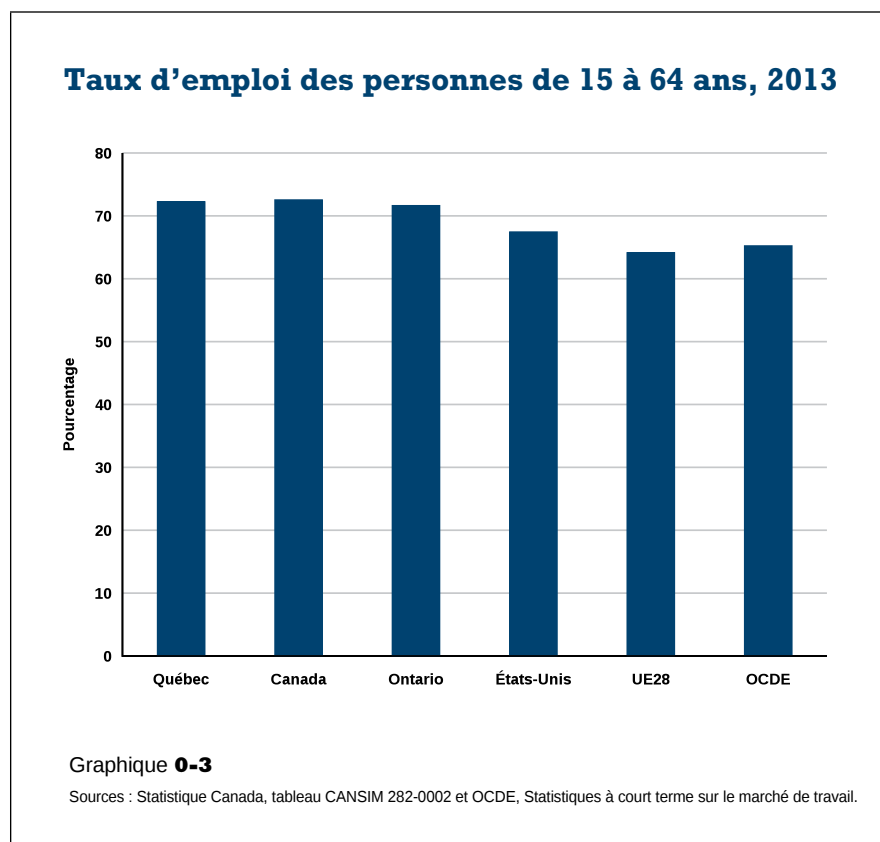
Les données présentées pour le Québec et l'Ontario sont des estimations effectuées afin d'obtenir un PIB provincial internationalement comparable. Le résultat est obtenu en calculant le ratio « PIB de la province / PIB canadien » (données fournies par Statistique Canada, basées sur les méthodes révisées de comptabilité nationale) et en le multipliant par le PIB canadien (donnée fournie par l'OCDE, basée sur les anciennes méthodes de comptabilité nationale).

Est-ce que le Québec est en mode rattrapage? Depuis cinq ans, au sein des juridictions comparées, le Québec est le seul dont le PIB réel par habitant a un taux de croissance positif. Alors que le Canada a vu son PIB par habitant demeurer inchangé au cours de la période, le PIB réel par habitant de l'Ontario a reculé de 1,9 %. Le recul est moins marqué aux États-Unis (-0,2 %), mais beaucoup plus sévère au sein de l'Union européenne (-3,7 %). Si le Québec a toujours un PIB par habitant inférieur à celui des juridictions comparées, un certain rattrapage est donc en cours.



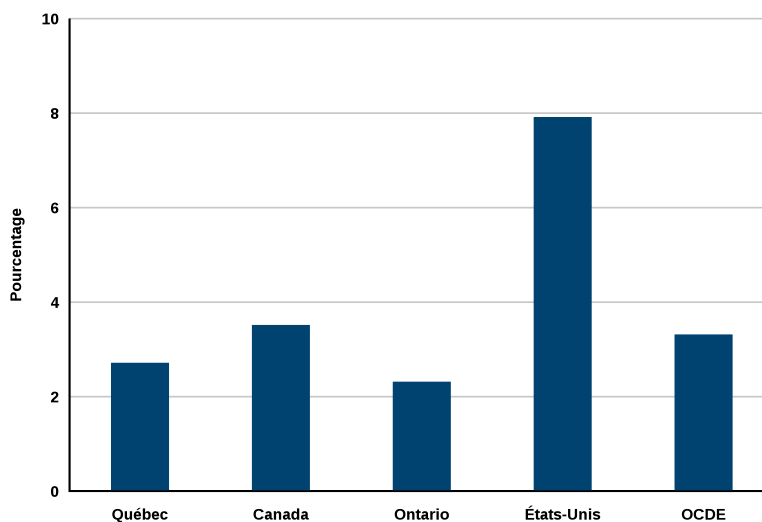
Quelques repères pour situer le Québec

Une cause de l'écart du PIB par habitant pourrait être un **taux d'emploi** plus faible. Le taux d'emploi mesure la part de la population qui occupe un emploi. Pour la population en âge de travailler (15 à 64 ans), le graphique 0-3 ci-dessous, construit à partir de données du tableau f11-3 (fiche 11 à la fin de l'ouvrage), révèle en 2013 un taux d'emploi pour le Québec (72,2 %) légèrement plus faible que celui du Canada (72,5 %), mais tous les deux sont plus élevés que celui de l'Ontario (71,6 %). En matière de comparaison internationale, le taux d'emploi au Québec est nettement plus élevé que ceux de l'OCDE (65,2 %) et de l'Union européenne (64,1 %). Il est même supérieur à celui des États-Unis (67,4 %). À ce titre, le Québec tire bien son épingle du jeu à l'échelle internationale. Si le Québec a un PIB par habitant inférieur à ceux des juridictions comparées, ce n'est donc pas d'abord et avant tout en raison d'un faible taux d'emploi.



Au chapitre de la **productivité**, un autre déterminant potentiel du PIB par habitant, les données du tableau f4-4 (fiche 4 à la fin de l'ouvrage) montrent que la productivité de l'ensemble de l'économie par heure travaillée au Québec demeure inférieure à ce qu'elle est au Canada. Alors qu'en 2012 la productivité par heure travaillée s'établissait à 46,56 \$ au Québec (en dollars de 2007), elle était de 48,80 \$ en Ontario et de 51,02 \$ au Canada. Cet écart de productivité tend-il à se résorber ou à s'aggraver ? Sous cet angle, le résultat québécois est mi-figue, mi-raisin. En s'attardant à la croissance de la productivité par heure travaillée pour l'ensemble de l'économie de 2007 à 2012, on observe une croissance réelle de 2,7 % au Québec, un résultat inférieur au 3,5 % du Canada, mais légèrement supérieur au 2,3 % de l'Ontario. Par contre, il convient de noter que, comme l'illustre le graphique 0-4, l'écart s'accroît avec les États-Unis et dans une moindre mesure avec l'OCDE dans son ensemble, car la croissance de la productivité y a été beaucoup plus élevée depuis 2007, atteignant respectivement 7,9 % et 3,3 %.

Croissance de la productivité de l'ensemble de l'économie, 2007-2012



Graphique 0-4

Sources : Statistique Canada, tableau CANSIM 383-0029 et OCDE, Croissance de la productivité du travail pour l'ensemble de l'économie.

Quelques repères pour situer le Québec

Comme principal indicateur de l'état des finances publiques, attardons-nous enfin au **solde budgétaire**. Le tableau 0-1 esquisse un portrait du retour à l'équilibre budgétaire sur la scène canadienne. Seulement deux provinces, soit la Saskatchewan et la Colombie-Britannique, se trouvent déjà à l'équilibre budgétaire. L'Alberta prévoit retrouver l'équilibre budgétaire cette année (2014-2015). À l'instar du Québec, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador prévoient retrouver l'équilibre budgétaire en 2015-2016, alors que le Manitoba devrait le faire l'année suivante, en 2016-2017. Enfin, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario prévoient retrouver l'équilibre budgétaire en 2017-2018. Du côté du gouvernement fédéral, le retour à l'équilibre budgétaire devrait se faire en 2015-2016.

	Année de retour à l'équilibre budgétaire
Saskatchewan	Déjà à l'équilibre budgétaire
Colombie-Britannique	Déjà à l'équilibre budgétaire
Alberta	2014-2015
Gouvernement fédéral	2015-2016
Québec	2015-2016
Terre-Neuve-et-Labrador	2015-2016
Île-du-Prince-Édouard	2015-2016
Manitoba	2016-2017
Nouvelle-Écosse	2017-2018
Nouveau-Brunswick	2017-2018
Ontario	2017-2018

Tableau 0-1

Source : Information provenant des différents budgets en date du 25 mai 2014.

L'analyse de ces quatre indicateurs ne permet certes pas de dégager un portrait entier des forces et des faiblesses de l'économie québécoise. Elle met toutefois en lumière un constat désormais bien connu : la faiblesse relative de la performance économique du Québec, notamment en matière de PIB par habitant, est entre autres le reflet d'une plus faible productivité. On peut se réjouir du fait que la croissance de la productivité au Québec de 2007 à 2012 ait devancé celle de l'Ontario, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. La croissance de la productivité au Québec demeure encore modeste, se classant derrière celles des États-Unis et des pays de l'OCDE et ne témoignant donc pas d'un rattrapage en cours de réalisation.

En matière de finances publiques, le Québec, comme une majorité d'autres provinces, n'a pas encore retrouvé l'équilibre budgétaire. Le poids de la fiscalité et celui de la dette publique sont par ailleurs plus élevés ici qu'ailleurs. Pour mieux comprendre les grands enjeux des finances publiques québécoises, la cinquième édition du *Québec économique* leur est entièrement consacrée.

Les grands enjeux de finances publiques

La première section, « Le Québec en perspective », est consacrée à des chapitres qui traitent de l'économie québécoise en général. Par la suite, la deuxième section traite en profondeur des déterminants économiques de l'état des finances publiques. La troisième section poursuit en s'attardant aux enjeux de gestion budgétaire, alors que la quatrième section aborde spécifiquement les institutions budgétaires. Les enjeux liés au long terme comme les régimes de retraite sont, enfin, abordés dans la cinquième et dernière section.

Comme dans chaque édition, des chercheurs reconnus ont été invités à contribuer à l'ouvrage. Nous avons sollicité un groupe d'auteurs qui proposent, chacun dans ses champs d'expertise, l'analyse d'un aspect spécifique des grands enjeux de finances publiques. Les aspects abordés vont du dynamisme des exportations à la productivité du secteur public en passant par l'incidence des dépenses publiques :

- Luc Godbout et Marcelin Joanis mettent à jour leurs travaux sur l'indice Vivre mieux de l'OCDE auquel ils insèrent le Québec (Godbout et Joanis, 2011) ;
- Jean-Claude Cloutier synthétise le congrès 2013 de l'Association des économistes québécois tenu sous le thème des ressources naturelles comme un gage de prospérité ;
- Mario Lefebvre expose son point de vue sur les perspectives économiques du Québec ;
- Jean-Pierre Aubry aborde le dynamisme des exportations du Québec ;
- Jonathan Deslauriers, Robert Gagné et Jonathan Paré font le lien entre la productivité et la prospérité du Québec ;

Quelques repères pour situer le Québec

- Serge Coulombe expose en point de vue les interrelations entre le mal hollandais, le fédéralisme fiscal et l'économie du Québec ;
- Une équipe du ministère des Finances du Québec décrit l'évolution des dépenses publiques au Québec ;
- Pierre Ouellette et Patrick Petit s'intéressent à la productivité du secteur public au Québec ;
- Pouya Ebrahimi, Catherine Roch-Hanson et François Vaillancourt discutent de l'incidence des dépenses publiques au Québec ;
- Roger Galipeau trace les perspectives d'un budget structurellement équilibré et durable ;
- Kodjovi M. Eklou, Étienne Farvaque, Martial Foucault et Marcelin Joanis s'interrogent sur la pertinence des règles budgétaires ;
- Laurence Allaire Jean et Bryan Campbell analysent les modifications récentes en regard des régimes de retraite ;
- Luc Godbout, Yves Trudel et Suzie St-Cerny exposent des leçons à tirer en vue d'améliorer le financement à long terme des régimes publics de retraite.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage, une volumineuse annexe, fournit aux lecteurs des chiffres clés pour décrypter les grandes tendances de l'économie québécoise à l'aide de 50 fiches thématiques regroupant les indicateurs les plus pertinents. Ces fiches, au moyen de certaines comparaisons avec l'Ontario, le Canada, les États-Unis et les pays de l'OCDE, et en adoptant une perspective régionale au besoin, s'attardent à présenter et à comparer le Québec d'aujourd'hui et illustrent par la même occasion les changements structurels qui surviennent dans son économie. Elles sont construites autour de huit thèmes : l'activité économique, le marché du travail, la démographie, les finances publiques, les revenus et les inégalités, les indicateurs sociaux, l'environnement et l'énergie, et les régions.

En complément aux fiches thématiques, le site du Québec économique permet de retrouver facilement l'ensemble des données utilisées pour la réalisation du présent ouvrage et offre beaucoup plus de renseignements. Les données y sont régulièrement mises à jour. Ce site constitue une mine d'informations et un complément essentiel à la monographie annuelle. Il peut être consulté à l'adresse suivante : <http://qe.cirano.qc.ca/>.

Encore une fois cette année, une bonne partie de la matière première de cet ouvrage prend sa source dans des études réalisées ou en cours de réalisation dans le cadre de travaux menés par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Ces recherches ont été vulgarisées et transformées en chapitres pour le présent ouvrage. Même si la direction scientifique de cette monographie a commenté chacun des textes reçus et fait certaines suggestions aux auteurs, elle n'a cependant pas imposé le choix des données à utiliser, ni tenté de les harmoniser. Il va de soi que les textes demeurent sous l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Remerciements

En premier lieu, il nous faut remercier Stéphanie Lapierre, qui, en plus de colliger les données nécessaires à la mise à jour du site Internet du Québec économique et de préparer les fiches thématiques, a coordonné le projet et l'édition du contenu. Sans son implication à chacune des étapes de l'ouvrage, le projet n'aurait pu être réalisé dans d'aussi bonnes conditions. Encore une fois cette année, le site Internet a pu bénéficier de l'expertise unique de Patrice Levesque au développement et au soutien. Nous tenons également à saluer l'important travail effectué, depuis 2010, par Louis Desjardins et toute l'équipe de Mardigrafe à la conception graphique de l'ouvrage. L'appui continu de Denis Dion et de son équipe aux Presses de l'Université Laval nous est également fort précieux.

Cet ouvrage bénéficie, via le CIRANO, de financement provenant du gouvernement du Québec. Un merci tout spécial est destiné à Claude Montmarquette, PDG du CIRANO, dont, chaque année, l'appui, la confiance, l'enthousiasme et les conseils facilitent la réalisation du *Québec économique*. Nous remercions également le ministère des Finances du Québec, qui met notamment à notre disposition l'expertise de son équipe de professionnels à l'étape de la révision scientifique de l'ouvrage. À l'exception du chapitre signé par ce ministère, le contenu de cet ouvrage n'engage en rien le ministère des Finances du Québec.

Quelques repères pour situer le Québec

Dans les limites que nous imposent les meilleures pratiques scientifiques, les auteurs des chapitres du livre ont une liberté pleine et entière quant au contenu de leurs textes. Nos derniers remerciements vont d'ailleurs à ceux-ci : Laurence Allaire Jean, Jean-Pierre Aubry, Bryan Campbell, Jean-Claude Cloutier, Serge Coulombe, Jonathan Deslauriers, Pouya Ebrahimi, Kodjovi M. Eklou, Étienne Farvaque, Martial Foucault, Robert Gagné, Roger Galipeau, Mario Lefebvre, Pierre Ouellette, Jonathan Paré, Patrick Petit, Catherine Roch-Hanson, Suzie St-Cerny, Yves Trudel et François Vaillancourt. Sans leur expertise et leur savoir, cette analyse des grands enjeux de finances publiques n'aurait pas pu être aussi riche et pertinente.



Références

Baldwin, J. R. et Macdonald, J. (2009). *PPA ou PPP : parité de pouvoir d'achat ou parité de pouvoir de production?* Statistique Canada, Direction des études analytiques.

Fortin, P. (2011). *Confirmé : au Québec, le niveau de vie moyen équivaut à 80 % de celui des États-Unis et à 95 % de celui de l'Ontario, mais le temps libre volontaire y est plus abondant et le revenu, moins inégalement réparti.* Récupéré sur le site de L'actualité au : <http://www.lactualite.com/blogue-de-jean-francois-lisee/la-richesse-au-quebec-aux-usa-et-en-ontario-la-lecon-deconomie-du-professeur-fortin/>.

Godbout, L. et Joanis, M. (2012). *Vivre mieux... au Québec?* Dans L. Godbout, M. Joanis et N. de Marcellis-Warin (dir.), *Le Québec économique 2011 : un bilan de santé du Québec*. Québec, QC : Les presses de l'Université Laval, p. 19-53.